



FA SPP-PATS



CGT des SDIS



Avenir Secours



SNSPP-PATS



SUD SDIS



FO-SIS



UNSA-SDIS



SPASDIS-CFTC



CFDT SDIS

DÉCLARATION LIMINAIRE INTERSYNDICALE

Audience à Matignon 27 mai 2026

Messieurs, bonjour.

J'ai été chargé par mes collègues des autres organisations syndicales de vous présenter cette déclaration liminaire unitaire, validée par l'ensemble des organisations.

Il convient d'abord de vous remercier de nous recevoir. Même si cette rencontre n'a pas été spontanée ni immédiatement possible, nous saluons les efforts que vous avez déployés, monsieur Marmion et monsieur Bredin, pour qu'elle puisse se tenir.

Vous portez désormais la responsabilité de transmettre à Monsieur le Premier ministre les éléments que nous allons vous exposer.

Notre démarche revêt un caractère solennel, unique et historique. La constitution d'une intersyndicale, en année d'élections professionnelles, témoigne de la gravité de la situation et de notre volonté commune d'y répondre.

Mais au-delà des constats que chacun connaît, il est indispensable de revenir à l'essentiel.

Dans un contexte de bouleversements majeurs, sociaux, générationnels, environnementaux et alors même que la citoyenneté s'effrite, il est plus que jamais impératif de redonner aux services publics toute leur place auprès de la population. Il s'agit, en un mot, de réaffirmer leur caractère régalien.

La sécurité civile est désormais une composante majeure de la sécurité globale. Elle n'est plus un simple service parmi d'autres : elle participe pleinement de la protection des populations et de la cohésion nationale.

Or, force est de constater que le modèle actuel s'en éloigne.

La départementalisation avait pour objectif de rapprocher la sécurité civile des réalités de terrain. Dans les faits, elle engendre des inégalités profondes.

Des inégalités dans la réponse apportée aux usagers du service public, selon le territoire sur lequel ils vivent.

Des inégalités dans le traitement quotidien des agents territoriaux, avec des disparités de salaires, de moyens, d'organisation, de perspectives.

Ces écarts sont contraires à l'esprit même d'un service public universel.

Ils sont aussi le produit d'une gestion de plus en plus politisée, dépendante des choix et des priorités des exécutifs départementaux, qui ne peuvent garantir seuls l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire.

Le sujet que nous portons aujourd'hui n'est donc pas catégoriel. Il est profondément politique.

Il pose une question simple : peut-on encore considérer la sécurité civile comme une mission régaliennne, lorsque son organisation et ses moyens dépendent à ce point de logiques territoriales et de stratégies locales ?

Nous ne sommes pas là pour nous substituer aux experts financiers ni aux décideurs institutionnels. Ce n'est pas aux représentants des personnels de concevoir les mécanismes budgétaires ou fiscaux.

C'est à l'État, et à ses responsables, à ceux que certains qualifient de « Mozart de la finance », de construire les solutions de financement pérennes, à la hauteur des enjeux.

En revanche, il est de notre responsabilité d'alerter sur le sens, sur la finalité, et sur les conséquences des choix qui seront faits.

Et notre message est clair : aucune réforme ne sera acceptable si elle ne permet pas de garantir, sur l'ensemble du territoire, une sécurité civile équitable, lisible et pleinement assumée comme une mission régaliennne.

Face à cette réalité, nous ne sommes pas dupes. Nous savons que le gouvernement propose et que le Parlement décide.

C'est pourquoi nous attendons une position claire, assumée et présentée directement par le Premier ministre, avant les débats parlementaires, afin que chacun prenne ses responsabilités en toute transparence. A ce titre le gouvernement devra s'assurer que toutes augmentations de possibilité budgétaires seront en totalité reversées au service incendie et de secours.

Nous respectons profondément nos institutions, mais nous sommes attachés au respect de la parole donnée et à la considération qui sera portée au message que nous vous adressons aujourd'hui.

Parce que nous demandons de la transparence, nous nous l'appliquons à nous-mêmes.

En l'absence de réponse claire, argumentée et à la hauteur des enjeux, nous saurons prendre nos responsabilités, y compris en engageant un mouvement social.

Car au fond, nous ne nous battons pas pour des intérêts particuliers.

Nous nous battons pour un idéal.

Nous ne sommes pas pompiers par hasard.

Nous sommes des pompiers dignes, au service d'un service public qui doit rester digne.

Un service public au service de tous, partout, de manière égale.

C'est ce message que nous souhaitons vous porter. Nous attendons désormais les réponses du Premier ministre.

Je vous remercie de votre écoute.